

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'AVENSAN

Nombre de membres

| Afférents | Présents | Afférents |
|-----------|----------|-----------|
| 23        | 16       | 21        |

Vote

Pour : 21  
Contre : 0  
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Préfecture le :

Et publication ou notification du :

Séance ordinaire du 28 septembre 2026

L'An deux mil vingt-six le vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune d'AVENSAN s'est réuni à la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Laurent PASCUAL, Maire.

Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 24 septembre 2026, par Monsieur le Maire. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie, et sur le site internet dédié, à la même date.

Présents :

Laurent PASCUAL ; Julia CUNY-BOUTOURLINSKY ; Laurent DURIEUX ; Christelle CHEVALIER ; Olivier DUMORA ; Jennifer MORA ; Philippe DEDIEU-BENOIT ; Sonia LAFOURCADE (HADJADJ) ; Sandrine RITTORI ; Gérald DA LUZ RIJO EYCHENNE ; Nathalie MIRANDE ; Philippe JAMES ; Stéphane NAVARROT-LAVIGNE ; Aurélie LORANT ; Chantal LAHAYE ; Arnaud PALATS.

Procurations:

Tony RITTORI, excusé, donne procuration à Sandrine RITTORI ; Stéphane COLIN, excusé, donne procuration à Laurent DURIEUX ; Vanessa FAVREAU, excusée, donne procuration à Laurent PASCUAL ; Damien ELOI, excuse, donne procuration à Olivier DUMORA ; Kyrian ROUX, excusée, donne procuration à Julia CUNY-BOUTOURLINSKY.

Excusés:

Patrice CASTEX, Véronique BAZIN

Le quorum ayant été atteint, Monsieur le Maire sortant a ouvert la séance à 19H05. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Julia CUNY-BOUTOURLINSKY a été désignée secrétaire de séance.

**DEL2026-46 – CONVENTION DE MANDAT POUR L'ETABLISSEMENT ET L'EMISSION DE LA FACTURATION PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS POUR DES RECETTES ISSUES DES VENTES DE BOIS**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-29, L.2122-21 et L.2122-22,

**VU** le code forestier, et notamment les articles L.211-1 et L.211-2 relatifs au régime forestier et l'article L.214-6 relatif à la vente des coupes et des produits de coupe issus des forêts relevant du régime forestier,

**VU** le projet de convention de mandat de facturation annexé à la présente délibération,

Monsieur le Maire rappelle que la Commune d'Avensan est propriétaire de bois et de forêts relevant du régime forestier, et la commercialisation est gérée par l'Office National des Forêts (ONF).

Dans le cadre de la facturation électronique, applicable depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2026, l'ONF a proposé à la Commune d'assurer, pour son compte, l'établissement et l'émission des factures relevant du périmètre de la vente de bois. La Commune reste la seule compétente pour décider des ventes.

Cette prestation est proposée gracieusement par l'ONF et ne concerne ni l'encaissement ni le recouvrement.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention ci-annexée,



- **DONNE MANDAT** à l'ONF pour procéder, en son nom et pour son compte en tant que propriétaire, à l'établissement et à l'émission des factures relatives aux ventes de bois issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L.214-6 du code forestier
- **PRECISE** que les ventes réalisées en application de l'article L.214-7 du code forestier sont exclues du présent mandat (ventes groupées).
- **ACTE** que ladite convention prendra effet à compter de sa signature par les deux parties pour toute la durée du mandat électoral,
- **AJOUTE** que la présente convention pourra être révoquée à tout moment par une nouvelle délibération.

Fait et délibéré, les jours, mois et an susdits  
Pour copie conforme :  
En mairie le 28/09/2026

Monsieur le Maire,  
Laurent PASCUAL



Le secrétaire de séance,  
Julia CUNY-BOUTOURLINSKY

A stylized handwritten signature in black ink.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif à compter de la présente notification.  
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

